

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1900

N°

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le mercredi 6 juin 1900, à 1 heure

PAR

V. GAUTHIER

CONSIDÉRATIONS

SUR

L'EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE

Président : M. BRISSAUD, Professeur.

*Juges : MM. { POUCHET, Professeur.
GILLES DE LA TOURETTE, Agrégé.
ANDRÉ, Agrégé.*

Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical

LIBRAIRIE MÉDICALE ET SCIENTIFIQUE
JULES ROUSSET

PARIS. — 36, Rue Serpente. — PARIS

(En face la Faculté de Médecine)

1900

THÈSE

POUR

LÉ DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le mercredi 6 juin 1900, à 1 heure

PAR

V. GAUTHIER

CONSIDÉRATIONS

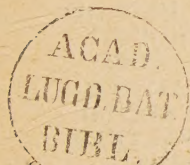
SUR

L'EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE

Président : M. BRISSAUD, Professeur.

*Juges : MM. { POUCHET, Professeur.
GILLES DE LA TOURETTE, Agrégé.
ANDRÉ, Agrégé.*

Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical



LIBRAIRIE MÉDICALE ET SCIENTIFIQUE
JULES ROUSSET

PARIS. — 36, Rue Serpente. — PARIS

(En face la Faculté de Médecine)

1900

FACULTÉ DE MEDECINE DE PARIS

Doyen	M. BROUARDEL
Professeurs	MM.
Anatomie.....	FARABEUF.
Physiologie.....	CH RICHET
Physique médicale.....	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.....	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....	BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOUCHARD.
Pathologie médicale.....	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale.....	DEBOVE.
Anatomie pathologique.....	LANNELONGUE.
Histologie.....	CORNIL.
Opérations et appareils.....	MATHIAS DUVAL.
Pharmacologie et matière médicale.....	BERGER.
Thérapeutique.....	POUCHET.
Hygiène.....	LANDOUZY.
Médecine légale.....	PROUST.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	BROUARDEL.
Pathologie comparée et expérimentale.....	BRISSAUD.
	CHANTEMESSE.
Clinique médicale.....	POTAIN.
	JACCOUD.
	HAYEM.
Clinique des maladies des enfants.....	DIEULAFOY.
Clinique des maladies syphilitiques.....	GRANCHER.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....	FOURNIER.
Clinique des maladies nerveuses.....	JOFFROY.
	RAYMOND.
Clinique chirurgicale.....	TERRIER.
	DUPLAY.
	LE DENTU.
Clinique ophtalmologique.....	TILLAUX.
Clinique des voies urinaires.....	PANAS.
Clinique d'accouchement.....	GUYON.
	BUDIN.
	PINARD.

Agrégés en exercice.

MM.	MM.	MM.	MM.
ACHARD.	DUPRÉ.	LEPAGE.	THIROLOIX.
ALBARRAN.	FAURE.	MARFAN.	THOINOT.
ANDRÉ.	GAUCHER.	MAUCLAIRE.	VAQUEZ.
BONNAIRE.	GILLES DE LA	MENÉTRIER.	VARNIER.
BROCA Auguste.	TOURETTE.	MERY.	WALLICH.
BROCA André.	HARTMANN.	ROGER.	WALTHER.
CHARRIN.	LANGLOIS.	SEBILEAU.	WIDAL.
CHASSEVANT.	LAUNOIS.	TEISSIER.	WURTZ.
DELBET.	LEGUEU.	THIERY.	
DESGREZ.	LEJARS.		

Chef des Travaux anatomiques : **M. RIEFFEL.**

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et quelle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation

A MES PARENTS

A MON FRÈRE

A MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR BRISSAUD

Médecin des hôpitaux

Chevalier de la Légion d'honneur

INTRODUCTION

Il est banal de répéter que l'exercice de la profession médicale est devenu depuis quelques années de plus en plus difficile, et beaucoup de bons esprits n'envisagent pas sans appréhension l'avenir réservé aux jeunes générations de médecins, car, dit, dans son magnifique éloge d'H. Larrey, notre éminent maître le Dr Reclus, « notre époque violente et lassée brûle au hasard ce que naguère on adora, et la profession médicale honorée jusqu'alors et peut-être trop souvent placée au rang des sacerdoces, est maintenant presque méprisée ».

Déjà, en 1896, M. Hugues le Roux, poussait dans le *Figaro* un cri d'alarme, et se demandait si « nos fils seront médecins », passait en revue l'état actuel de la carrière médicale et en faisait un tableau peu encourageant. Bien d'autres auteurs ont traité la même question avec les mêmes conclusions pessimistes : en 1898, dans la *Revue des Revues*, M. H. Béranger, étudiant ce qu'il a appelé le prolétariat intellectuel, montrait que la médecine est

la profession libérale qui fournit le plus de misère en habit noir. Enfin, actuellement, et de toutes parts, la question de l'*encombrement* est à l'ordre du jour de presque toutes les Sociétés d'intérêt professionnel, et nous en trouvons l'*Echo*, dans les récents articles de la *Presse médicale*, dûs à la plume autorisée de M. H. de Lavarrenne, qui établit, que d'une part, le nombre des médecins a sensiblement augmenté puisqu'il a passé de 15.017 en 1896 à 16.048 en 1898, et en second lieu que c'est surtout au profit des grands centres que s'est faite la répartition de ces 1031 nouveaux docteurs. Précisément, le même publiciste nous apprenait que « le soi-disant encombrement de la profession médicale provenait, non pas du trop grand nombre de médecins, mais de leur inégale répartition, de l'abandon de la province pour la capitale et de la campagne pour les villes ». Or, il est incontestable que dans les grands centres, la lutte pour l'existence offre d'extrêmes difficultés, et de toutes sortes, au praticien modeste qui n'a pas à son actif un titre officiel, chèrement acquis dans un concours par plusieurs années d'un labeur opiniâtre et incessant. Il a été publié des statistiques établissant approximativement ce que gagnent à Paris les médecins dont le nombre atteint et dépasse peut-être 2500 :

5 à 6	gagnent environ de	200 à 300.000 fr.
10 à 15	— —	100 à 150.000 fr.
100	— entre	40 & 60.000 fr.
300	— —	25 à 30.000 fr.

800	gagnent	entre	8 à 25.000 fr.
1200	—	moins de	8000 francs.

Bien des raisons expliquent cet état de choses : il n'entre pas dans notre intention de les passer toutes en revue : elles ont d'ailleurs été fort bien indiquées pour la plupart par M. le Dr Legendre dans son discours d'ouverture du cours de déontologie médicale en octobre 1896, et plus récemment encore par notre maître le Pr Thiéry dans une communication faite à la Société médicale du VI^e arrondissement (avr. 1900). Nous ne dirons donc rien ni de l'abus des consultations gratuites données dans les hôpitaux et cliniques, ni de l'exploitation du médecin par les sociétés de secours mutuels qui constituent de véritables ligues de clients contre le praticien. Elles imposent des lois draconiennes, forcent souvent les débutants à passer par leur volonté, et sont pour lui une lourde charge.

Nous nous bornerons à montrer dans notre travail, que si le médecin voit diminuer de jour en jour le nombre de ses malades, c'est que ceux-ci vont naïvement demander assistance et conseil à une foule de gens d'une notoire incompétence, et que l'exercice illégal de la médecine est d'une pratique tellement courante qu'il peut être considéré comme passant dans les mœurs si on n'y met bon ordre.

C'est à la consultation de la Pitié, dans le service de notre maître le professeur agrégé Thiéry, que nous

avons pris conscience, il y a longtemps déjà, de l'importance et de l'étendue du préjudice causé au praticien par ces donneurs de conseils, ces consultants bénévoles ou intéressés, exploiters plus ou moins conscients de la faiblesse des malades.

Pas un jour, pas un seul, ne se passe sans que l'on entende un patient, généralement atteint d'une affection inflammatoire, raconter qu'un voisin, une concierge, etc. lui a conseillé pour son mal les remèdes les plus étranges, cataplasmes à la pelure d'oignon ou au pain d'épice délayé dans du lait ! (une observation) ou qu'un pharmacien le soigne depuis quelques jours avec une « espèce d'eau. » Heureux encore quand le mal, bénin à l'origine, n'a pas été aggravé d'une façon telle qu'une intervention parfois sérieuse devient nécessaire et qu'il en résulte ou une réelle infirmité ou plusieurs semaines d'incapacité de travail ; de multiples observations démontreront que nous n'exagérons rien.

Certes, nous n'oublions pas, que suivant le mot de Barrès, « les intérêts qu'on blesse se souviennent mieux que ceux qu'on défend » mais, conscient d'avoir entrepris notre travail sans animosité ni parti pris, nous voulons, après avoir exposé sommairement l'historique de la législation, rappeler les prescriptions de la loi actuelle, montrer à la lueur des faits combien elles sont journellement violées par des gens soit complètement étrangers, soit initiés à quelque branche seulement de l'art médical, et dire enfin ce que l'on peut faire ou

tenter pour enrayer ces abus, dont le corps médical, dit le professeur Brouardel dans son livre « Exercice de la médecine et charlatanisme, » demande la répression « non pas dans un but de nuire, mais parce que nous pensons qu'il y va de l'intérêt de la société tout entière, parce qu'il est indispensable que les malades reçoivent les soins éclairés que réclame leur état, car si les médecins souffrent de ces abus, les malades en meurent. »

Mais, avant d'entrer en matière, nous offrirons à M. le professeur A. Brissaud l'hommage de notre profonde reconnaissance pour l'honneur qu'il a bien voulu nous faire en acceptant la présidence de notre thèse.

A MM. les professeurs agrégés Thiéry qui fut notre premier maître, Letulle, Reclus, Hallopeau, nous demanderons de vouloir bien recevoir l'expression de nos sentiments respectueux et reconnaissants pour la bienveillance qu'ils nous ont toujours témoignée et pour les leçons inoubliables que nous avons reçues d'eux.

CHAPITRE I

HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION

Aussi loin que l'on remonte dans l'étude de l'histoire de la médecine, on s'aperçoit que de tout temps ceux qui avaient appris à guérir eurent à lutter contre les gens qui prétendaient posséder sur l'art médical, d'heureuses lumières naturelles.

Sous l'ancienne monarchie, les règlements régissant la matière abondent et datent de loin. Des lettres du roi Philippe VI de Valois (1331), une ordonnance du roi Jean (décembre 1352) défendent d'exercer la profession de médecin sans être docteur ou licencié.

M. Dubrac dans son traité de jurisprudence médicale et pharmaceutique cite encore, un arrêt de Charles VII, daté du mois d'août 1390 et ordonnant au prévôt de Paris de veiller à ce que nul praticien, tant en médecine qu'en chirurgie n'exercât les dites sciences avant d'avoir

été reconnu expert. Une ordonnance de Henri III (mai 1579), un arrêt du Parlement de Paris (septembre 1598) défendent à tous empiriques de pratiquer ni exercer l'art de la médecine à peine d'amende arbitraire. L'article 59 des statuts de l'ancienne Faculté de médecine promulgué le 18 septembre 1609, défend l'exercice de l'art médical à tous ceux qui ne sont pas gradués ou médecins des maisons royales.

Les chirurgiens, qui dans ces temps éloignés, étaient inflexiblement distingués des médecins, n'étaient pas moins protégés qu'eux, et nous nous bornerons à rappeler la lettre de Philippe le Bel par laquelle il annonce qu'il veut éteindre la race des charlatans qui pullulent dans la population parisienne « *ut ab eis perversorum secta radicitus extirpetur* ». Il entend les faire tenir en prison jusqu'à ce qu'ils s'amendent « *personnas etiam enim capi et tamdiu tenen quousque nobis fuerit legitime emendatum* ». Il faut croire qu'au XVIII^e siècle, la race n'en avait pas disparu, puisque nous trouvons dans le formulaire de Nicolas Nollson, chirurgien à Vitry-le-François en 1733, cette définition du charlatan « il se nomme sinistre parce qu'il est ignorant de science et d'expérience ».

La Révolution, qui bouleversa tant de choses, supprima en 1791 toutes les corporations, et conséquemment celles des médecins et chirurgiens. Licence fut donc donnée au premier venu d'exercer l'art médical, on vit alors une abondance extraordinaire de guérisseurs, empirique

méges et charlatans de toute sorte. Les choses allèrent si loin, qu'il fallut songer de nouveau à réglementer les conditions de la profession médicale et Fourcroy fut chargé d'élaborer la loi nécessaire. Elle fut promulguée en ventôse an XI (10 mars 1803).

Si elle ne distingue plus entre médecin et chirurgien elle institue les officiers de santé et exige de tous ceux qui veulent pratiquer la médecine, la possession d'un diplôme délivré par une faculté compétente. Certaines de ses dispositions avaient un caractère obscur ou ambigu, de telle sorte que des modifications furent proposées, en 1848, puis en 1870, en 1872. Enfin la loi de juin 1885 rapportée par M. Chevandier, prépara l'élaboration de la loi du 30 novembre 1892, dont le professeur Brouardel a fait dans son livre sur l'exercice de la médecine, une étude détaillée et complète.

Loi du 30 novembre 1892

Titre I. art. 1. Nul ne peut exercer la médecine en France, s'il n'est pourvu d'un diplôme de docteur en médecine délivré par le gouvernement français à la suite d'examens subis dans un établissement supérieur de l'Etat...

Art. 2. Nul ne peut exercer la profession de dentiste, s'il n'est muni d'un diplôme de médecin ou de chirurgien-dentiste....

Art. 4. Il est interdit aux sages-femmes d'employer des instruments : dans le cas d'accouchement laborieux, elles feront appeler un docteur en médecine.

Art. 13. A partir de l'application de la présente loi, les médecins jouiront du droit de se constituer en associations syndicales dans les conditions de la loi du 21 mars 1884, pour la défense de leurs intérêts professionnels à l'égard de toutes personnes autres que l'Etat, les départements ou les communes.

Titre V, article 19. Exerce illégalement la médecine.

1° Toute personne qui non munie d'un diplôme de médecin, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, ou n'étant pas dans les conditions prévues aux articles 6, 29, 32 de la présente loi, prend part habituellement ou par une direction suivie au traitement des maladies ou des affections chirurgicales, ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire, ou aux accouchements, sauf le cas d'urgence avérée.

Art. 17. Toute sage-femme qui sort des limites fixées pour l'exercice de sa profession par l'art. 4 de la présente loi.

Art. 18. Quiconque exerce illégalement la médecine est puni d'une amende de 100 à 500 francs, et en cas de récidive d'une amende de 500 à 1000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 19. Il n'y a récidive qu'autant que l'agent du délit relevé a été dans les 5 ans qui précèdent ce délit,

condamné pour une infraction de qualification identique.

D'après un journal allemand, la Saxe peut être regardée comme le paradis du charlatanisme : dans cet heureux pays, les guérisseurs de toutes sortes croissent et se multiplient en toute liberté : ils sont catalogués aussi bien que les médecins, et c'est ainsi que l'annuaire médical de la Saxe pour 1897, enregistre 745 charlatans pour 1761 médecins, soit environ 1 charlatan pour 2 médecins.

Peut-être la Saxe passerait-elle au second rang si l'on s'avisait de faire un relevé de ce genre en France. Notre intention n'est pas de cataloguer tous les modes divers suivant lesquels s'exerce dans notre pays la médecine illégale.

Cette question a d'ailleurs été magistralement traitée par le professeur Brouardel dans son cours sur l'exercice de la médecine et le charlatanisme. Nous ne parlerons donc ni de certains articles dithyrambiques publiés journellement dans la Presse au sujet d'Instituts plus ou moins médicaux et toujours en mesure de prouver des milliers de guérisons, ou de panacées sans contredit universelles et invariablement recommandées dans un but humanitaire, ni des entrefilets consacrés à chanter les louanges de certains spécialistes aussi extraordinaires qu'exotiques avant lesquels aucune guérison n'avait été obtenue. Nous ne reproduirons même pas certaines colonnes de journaux où sont prêtées les opinions les plus étranges à des maîtres les plus éminents de notre Faculté, à qui on

fait dire par exemple, à propos de la cure radicale des hernies « que la science moderne se dresse pour réprouver l'exécution (!) sanglante qui, après avoir soumis le patient aux plus horribles épreuves, lui fait payer trop fréquemment de sa vie sa contagieuse résignation aux ordres de la faculté » suit, bien entendu, l'éloge d'un bandage « découverte merveilleuse qui est en même temps un progrès sans exemple dans nos annales de chirurgie et une œuvre d'humanité. »

Mais nous connaissons encore mieux que ce bandage, c'est une pommade au nom bizarre, et qui elle, non-seulement supprime l'opération, mais supprime aussi le bandage ! ; que n'aurait-on pas à dire encore, au sujet de ces innombrables prospectus qui pénètrent dans toutes les classes de la société et apprennent aux gens ébahis que par exemple « une femme a fait une découverte merveilleuse : elle a trouvé le moyen de guérir les brûlures les plus graves, sans que la moindre trace persiste ensuite sur le visage ou les parties du corps atteintes par ce mal horrible ! Or, on sait que jusqu'à ce jour toutes les recherches de la médecine sont restées vaines. Une pareille découverte était faite pour révolutionner le monde. Mais il faut toujours compter avec la jalousie, et quoique M.... en véritable philanthrope, donne sa pommade miraculeuse et soigne gratuitement tous ceux qui s'adressent à sa générosité, il s'est trouvé des méchants pour la dénoncer à la police et essayer de la faire persécuter.

Aussi les malades affluent-ils de nouveau et plus que jamais au domicile de cette ancienne élève de l'Association des dames de France. Espérons que bientôt un pharmacien bien avisé viendra lui prêter le concours de son précieux appui. »

Est-il rien de plus alléchant que le prospectus suivant : « Paris est si grand qu'on ignore trop souvent les préciosités (*sic*) qu'il renferme. Notre devoir est donc de les rechercher pour les faire connaître à nos lecteurs. Combien nous sauront gré de leur indiquer M. D. rue V... qui, par un traitement des plus sérieux, guérit : les rhumatismes articulaires, le ramollissement de la colonne vertébrale, l'affaiblissement anémique du cerveau ! et connaît en même temps les procédés d'Orient qui rendent infailliblement la fraîcheur du visage, grâce aux lotions merveilleuses électrisées, aux violettes magiques réparatrices. »

C'est M. B..., médecin extra-lucide, qui entreprend le traitement des tumeurs abdominales, salpingites etc... « surtout dans les cas où une opération a été proposée. »

Il serait fastidieux d'entreprendre l'énumération de pareilles annonces qui toutes s'adressent à la bêtise humaine et tombent plutôt sous le coup de la loi sur l'escroquerie que sous celui de l'exercice illégal de la médecine.

Mais voici des faits qui rentrent nettement dans ce dernier cas ; les preuves sont relatives aux méfaits de ces vieux et éternels ennemis du médecin, aux rebouteurs

qui sévissent aussi bien à Paris que dans les campagnes les plus arrières.

OBSERVATION I

M. Le B..., rue D..., à Paris, rebouteur, est appelé pour examiner un homme qui a fait une chute sur le moignon de l'épaule : il palpe le blessé, déclare que c'est un décollement de l'humérus (?) et met un bandage en déclarant qu'au bout de deux jours, il n'y paraîtra plus. Au bout de ce temps, le malade, dans l'impossibilité de se servir de son bras, et souffrant atrocement, vient consulter à la Pitié où l'on constate luxation intra-coracoïdienne de l'épaule gauche (5 avril 1899).

OBSERVATION II

M. B..., rebouteur à V..., prend 3 francs pour remettre un nerf foulé (?) de l'épaule et du bras droit. (Il s'agissait d'une luxation incomplète).

OBSERVATION III

M. M..., rebouteur à Paris, 76, rue C..., va soigner à domicile. Un homme tombe dans un escalier, et se plaint de souffrir du pied. L'habile homme appelé, manipule le pied, le tord en tous sens, et finalement déclare que ça ne sera rien et que le malade pourra marcher le lendemain. Au bout de quelques jours, le patient ne se trouvant nullement amélioré, vient consulter à la Pitié, et M. Thiéry, en appuyant son diagnostic sur une radiographie, constate une luxation du pied en arrière. Le patient fut fort surexcité contre ce charlatan, lorsqu'il apprit qu'il était désormais estropié (5 février 1900).

OBSERVATION IV

Rue des C..., dans un quartier populeux de Paris, exerce une vieille femme dont l'enseigne prétend qu'elle est « autorisée par la Faculté », elle ordonne invariablement à ses clients certain cataplasme de sa composition dont le mérite n'égale

sans doute pas l'originalité : c'est un morceau de taffetas gommé interposé entre deux feuilles de chou ! un spécimen, recueilli à la Pitié, est précieusement conservé par notre maître le professeur Thiéry.

OBSERVATION V

Une femme F. D..., épouse L..., soignait les personnes qui s'adressaient à elle, à l'aide de cataplasmes faits avec trois sortes de plantes ; quelle que fût la maladie, le remède était le même : c'est sur la plainte de plusieurs personnes dont l'état avait empiré après la médication de la femme que celle-ci fut poursuivie, tous les témoins furent unanimes à reconnaître qu'ils avaient été trompés par la prévenue qui a occasionné la mort d'une mère de famille. (Tribunal correctionnel de Limoges.)

C'est une bien singulière manie que celle qui porte des gens d'un esprit pourtant éclairé et qui sur d'autres points se méfieraient d'eux-mêmes à croire qu'ils ont en médecine des lumières naturelles : tel est, malheureusement trop souvent le cas de certains ecclésiastiques et elles sont nombreuses les condamnations encourues à juste titre par des curés guérisseurs : les exploits du fameux abbé C..., de S., sont encore présents à la mémoire de tous ; rappelons aussi le jugement du tribunal d'Epernay qui condamna sévèrement pour récidive le 5 septembre 1895 le curé C..., de F..., et citons les deux faits suivants :

OBSERVATION VI.

Dans une commune de S.-et-O., M. H..., atteint d'une affection inflammatoire de l'avant-bras, va consulter son médecin ; ce dernier diagnostique un phlegmon, prescrit un traitement et fait un pansement. Le malade sort de chez le docteur peu satisfait de la consultation reçue, entre chez un voisin et y rencontre le curé de la paroisse à qui il fait part de ses craintes. Celui-ci défait le pansement, examine le malade, et estimant que le

phlegmon a besoin d'être ouvert, saisit un canif et... sectionne du coup l'artère radiale. Un jet de sang fait comprendre à l'imprudent qu'il a commis une bétise : on envoie en toute hâte chercher le médecin qui procède non sans peine à la ligature de l'artère (mai 1899).

OBSERVATION VII.

Un habitant de U.-S.-R. fait une chute sur l'avant-bras et se confie au curé de la commune qui lui applique certaine « toile souveraine » propre à amener du soulagement. Au bout de 4 jours, ne voyant rien venir, le patient se rend à Paris à la Pitié, où on le reconnaît atteint d'une luxation du coude droit en arrière (juin 1899).

Dans certaines communautés religieuses, vouées plus spécialement aux soins des malades, on passe vraiment avec trop de facilités des pratiques purement charitables que nous n'entendons pas blâmer, bien au contraire, à un véritable exercice illégal de la médecine, et dans certains départements, dans l'Ouest par exemple, il existe de véritables « bureaux de consultation qui sont un danger permanent pour la santé publique ».

OBSERVATION VIII

N N..., (Loiret) un sieur V..., souffrant d'un mal de gorge va demander conseil à la sœur B..., qui lui fait prendre une potion contenant du chlorate de potasse en quantité telle que le malheureux meurt en quelques heures (juin 1895, Tribunal correctionnel de Gien).

Nous pourrions citer, à Paris même, tel couvent qui s'est fait une spécialité du traitement des affections inflammatoires des doigts et des mains, et avec quels résultats, l'observation suivante, prise comme type d'une foule d'autres, va le montrer.

OBSERVATION IX.

Le 27 avril 1900, se présente à la Pitié, une jeune fille

atteinte de panaris de l'index droit : il y a une nécrose complète de la phalange, rendant l'ablation à peu près indispensable, cette malheureuse suit régulièrement depuis huit jours le traitement qui lui a été indiqué au dispensaire de la rue de S..., (cataplasmes divers) et vient à l'hôpital malgré l'avis des sœurs, pour savoir à quoi s'en tenir au juste sur son mal qui ne fait qu'empirer.

Il existe à Paris et dans la plupart des grandes villes de France une catégorie de gens que leur situation et la force même des choses, met pour ainsi dire dans l'obligation de pratiquer l'exercice illégal de la médecine : nous voulons parler des herboristes : ces intéressants commerçants, devaient, dans l'intention du législateur, s'installer dans les campagnes pour y mettre la vente des produits pharmaceutiques inoffensifs et des plantes médicinales, à la portée des gens qui en auraient besoin. Or, il se trouve que c'est presque exclusivement dans les grands centres qu'ils sont établis, là où justement ils sont le moins utiles, puisqu'ils ont à subir la concurrence des pharmaciens. Qu'arrive-t-il ? c'est qu'ils joignent au commerce des simples, d'une part la vente des articles de parfumerie et de tous genres de toilette, sur laquelle nous n'avons rien à dire, d'autre part l'exercice peu ou pas dissimulé de la médecine. Ils s'emploient dans une très large mesure et avec plus de zèle que de succès au soulagement de leur prochain.

OBSERVATION X.

Mad. G-B..., passage G. L. à Paris, souffrait d'une tourniole au pouce droit. Elle demande conseil à Madame L., herboriste, boulevard V..., qui lui recommande à plusieurs reprises certain cataplasme de sa composition. Le mal ne faisant qu'empirer, Madame S..., vient à la Pitié où l'on constate un panaris osseux avec nécrose de la phalange (30 mars 1900).

OBSERVATION XI.

Pl..., homme de peine, 8, place M... se plaint de souffrir d'une

petite grosseur dans l'aîne : il passe un jour rue Saint-D..., éprouvant beaucoup de peine à marcher, il entre chez M. X... herboriste qui le fait déshabiller, l'examine, le déclare atteint d'effort et lui vend 6 francs un bandage « ressort forgé, cintré extra, côté gauche » après 2 jours d'atroces souffrances, le patient vient à la Pitié, où l'on reconnaît une grosse adénite inguinale gauche (2 avril 1900).

Nul médecin parisien ou d'une grande ville quelconque n'ignore que mesdames les sages-femmes ont presque exclusivement monopolisé à leur profit la pratique de la gynécologie et il n'est pas un journal qui ne contienne à sa quatrième page quantité d'annonces faisant savoir que madame X..., sage-femme, traite les maladies des femmes avec promesse de discrétion. Il y a là une violation formelle de la loi, abusive et préjudiciable qui a souvent mené ses auteurs devant les Tribunaux : le 18 mars 1898, le Tribunal correctionnel du Havre eut à se prononcer sur le cas d'une dame X, sage-femme à Paris qui avait depuis longtemps ouvert au Havre, 21 rue de Fécamp, un cabinet de consultation, où elle soignait les maladies des femmes. L'instruction releva que depuis de nombreuses années et jusqu'au jour de la poursuite, la dame X..., chaque semaine en se faisant généralement payer 10 francs la visite, recevait et donnait consultation à des femmes qui souffraient de maladies diverses de l'utérus et de ses annexes, qu'elle les a palpées, examinées au spéculum, et a rédigé elle-même et signé des ordonnances et prescrit des médicaments comme un docteur-médecin aurait pu le faire. Nous avons vu une ordonnance signée de M^{me} X..., sage-femme qui contenait, entr'autres, la formule de la pommade suivante :

Atropine.....	25 centigrammes.
Axonge.....	12 grammes.
Eau de roses.....	1 goutte.

Le pharmacien refusa de l'exécuter, et put ainsi éviter un accident, mais nous sommes convaincu qu'il serait facile de multiplier les exemples d'actes répréhensibles et nuisibles aux malades que l'élite seule du corps des sage-femmes se fait un devoir de ne pas commettre.

CHAPITRE II

Mais de tous les spoliateurs du médecin, il n'en est peut-être pas de plus coupables et de plus funestes que certains pharmaciens dont les consultations, suivant le docteur Bromain président du Conseil général des sociétés d'arrondissement de la Seine « sont la pire des choses, et on peut dire que si souvent elles nuisent aux médecins par la concurrence malhonnête qu'elles leur font, elles sont surtout encore plus nuisibles aux malades par suite de l'inconscience et de l'ignorance imbécile de ceux qui les donnent ».

Il va sans dire que nous n'entendons pas envelopper dans la même réprobation, et en bloc, tout l'honorable corps des pharmaciens parmi lesquels nous sommes heureux de compter de nombreux et anciens amis qui se sont toujours fait un devoir de ne donner aux malades rien autre chose que de bons médicaments, et nous sommes pleinement d'accord avec le professeur Renault (de Lyon) quand il dit « que nul n'est plus utile, plus

respectable, plus digne d'être honoré, d'être protégé dans son œuvre, qu'un pharmacien excellent, exerçant sa profession, et sa profession seule de façon à y faire son devoir et même sa fortune ». Il serait souverainement injuste de ne pas reconnaître que la majorité des pharmaciens sont dans la mesure de leurs attributions, de précieux auxiliaires du médecin et nous rendons ici très volontiers hommage à leur probité et à leur dévouement.

Bien plus, il n'entre nullement dans notre intention d'incriminer ces faits de pratique journalière dans lesquels quelqu'un vient se plaindre auprès du pharmacien d'une rage de dents, d'une migraine, d'une fâcheuse constipation, etc... Si le praticien devait dans ces circonstances se refuser à délivrer sans ordonnance le cachet d'antipyrine ou la dose d'huile de ricin sollicitée, mieux vaudrait pour lui renoncer à la pratique de son art : « il est vraiment impossible, dit le professeur Brouardel, d'obliger les gens à se munir d'une ordonnance pour acheter une poignée de fleurs de tilleul ou de bourrache ».

De même, ne voulons-nous pas rendre le pharmacien responsable de ce qu'il peut faire quand on lui apporte d'office, comme cela se pratique traditionnellement à Paris, les gens blessés ou tombés malades sur la voie publique. Encore qu'il serait facile d'avoir recours aux soins d'un médecin, pour bien des raisons, les pharmaciens ne peuvent se soustraire à l'obligation de recevoir

et de soigner au moins momentanément les blessés de cette catégorie : du reste, dans la plupart des cas, leurs soins, s'ils ne sont pas appropriés, sont au moins donnés gratuitement.

Mais ces réserves faites, nous ne pouvons nous empêcher de déplorer qu'un nombre malheureusement trop considérable de pharmaciens se livre ouvertement et sans scrupules à l'exercice illégal de la médecine : des personnes bien situées pour nous renseigner, puisqu'elles pratiquent la pharmacie, nous ont affirmé que dans certaines officines, le nombre des consultations journalières, tant médicales que chirurgicales, dépasse une trentaine.

« Il n'y a pas qu'en inspectant pendant 20 ans des officines écrit le P^r Renaut (de Lyon) qu'on peut se faire une conviction sur l'exercice illégal de la médecine dans les pharmacies. Pour mon compte, j'ai été renseigné en une seule fois, et ce fut même très drôle. J'entre un jour dans une officine pour faire une observation au pharmacien qui dans une de mes prescriptions avait substitué de l'iodoforme à du diiodoforme. Pour m'expliquer avec lui, je le prie naturellement de passer dans son cabinet. Il sourit discrètement, et enfin seul avec moi qu'il ne connaissait pas de vue : « Vous venez me consulter, dit-il, sans me permettre de placer un mot, pour une chau-depisse tombée dans les bourses. J'ai vu ça tout de suite à la façon caractéristique dont vous descendiez de voiture ! » (*Gazette hebdom., de médecine et de chirurgie*, 1898.)

A cette fréquence de l'exercice illégal de la médecine par le pharmacien, on peut assigner différentes causes, dont la principale, en dehors de la facilité d'accès des officines, réside dans l'ignorance où se trouve le public de l'exacte compétence du pharmacien. Le vulgaire, en effet, s'imagine volontiers que celui qui connaît, et prépare les drogues, en connaît aussi les indications et est capable, dans tel cas donné, de préciser ces indications : cette erreur, est d'ailleurs, naturellement entretenue par les pharmaciens eux-mêmes, et nous savons tel d'entre eux qui raconte sans hésitation à ses clients qu'étant étudiant il s'est occupé spécialement des maladies des yeux, et qu'ils peuvent en conséquence se fier à lui en toute assurance.

Leurs prospectus d'ailleurs, pour la plupart, ne laissent aucun doute à cet égard, et nous ne résistons pas au plaisir de faire connaître le suivant qui peut être proposé comme un modèle du genre :

PHARMACIE DE LA M..... A L..... F.....,

Conseils dentaires

Beaucoup de personnes dans nos régions, souffrent de terribles maux de dents. J'engage donc les souffrants à venir me consulter, je leur donnerai, outre mes conseils, tous les soins nécessaires (ici l'énumération de produits infaillibles et naturellement spéciaux à la maison).

En suivant mes conseils, on conservera toutes ses dents, ce qui est d'une utilité incontestable pour conserver sa santé, car sans dents, il n'a pas de bonne mastication, par suite, mauvaise digestion, d'où gastralgie, ce mal terrible dont souffrent 80 0/0 des habitants de notre planète d'après le grand savant, le Dr Cresco (?).

Pour une somme minime, on peut conserver des dents qui sont le plus bel ornement d'une belle figure. Filles et Garçons, songez-y-bien!.

Conseils aux Hernieux

Combien d'hommes astreints à de pénibles travaux, se sont vus tout-à-coup éprouvés par une hernie. La plupart du temps cet accident est dû à un effort : on distingue les Hernies crurale, inguinale et la Hernie ombilicale. Il existe deux modes de traitement :

1) si le sujet n'a pas plus de 35 ans, il peut se faire faire une opération.

2) ou bien il faut porter un bandage approprié. A cet effet, il suffit de venir me trouver, et je placerai l'appareil spécial à chaque cas. Je possède, sur ce sujet, une grande expérience, acquise à Paris, sous la direction du célèbre orthopédiste Nelidoff (?), dont j'ai été 5 ans l'élève et l'ami.

Conseils aux jeunes filles

Depuis 1845, les savants docteurs de tous pays ont constaté la grande anémie des jeunes filles, mal terrible

qui coûte à la France, 25 ‰ de ses nobles filles
Cela tient : 1) au surmenage ; — 2) à la grande
quantité de café qu'on absorbe dans le ménage ; — 3) à
la mauvaise hygiène.

Conseils d'hygiène aux dames et aux demoiselles

Chaque femme ou jeune fille nubile doit posséder un
injecteur, instrument indispensable pour supprimer les
fleurs blanches (*sic*) leucorrhées, écoulements qui se pro-
duisent assez souvent par suite des fonctions de
l'utrus (*sic*).....

Derniers conseils

Je rappelle à toutes les personnes qui souffrent de
venir me trouver, et suivant le cas, je leur indiquerai
nettement la marche à suivre pour recouvrer la santé.
Venez sans crainte, je parle patois comme vous, et vous
serez satisfaits.

N'hésitez-pas, car plus on attend à se soigner, et plus
la maladie s'aggrave. La mort vous fauchera avant votre
temps si vous ne suivez mes conseils ».

Assez souvent, ces conseils, ont une apparence de
de gratuité, qui pousse les malades à les solliciter, mais
il est facile de s'assurer que le prix des médicaments
délivrés est majoré d'autant : M. le professeur Thiéry en
a cité trois exemples bien typiques :

1) Une boîte de charbon de peuplier, contenant exactement 10 gr. de cette substance, a coûté au malade 1 fr.55 et il était presque indigent.

2) 155 grammes d'eau boriquée ont coûté 1 fr, 25.

3) La même quantité d'un liquide incolore et sans saveur, qu'on n'a jamais pu déterminer, (probablement de l'eau distillée, a été débitée au prix de 2 francs, naturellement la consultation du pharmacien a été gratuite !

Les observations que nous allons maintenant rapporter offriront encore bien des exemples du même genre, et nous verrons que, sous cette apparence de gratuité et de philanthropie, se cache en réalité une honteuse exploitation de l'ignorance et de la bonne foi des malades; nous verrons, par des faits multiples et précis, combien grande est l'importance du préjudice causé au médecin toujours, aux patients très souvent.

OBSERVATION I

M^{me} V...L..., 79, rue de S..., à A..., se présente à la consultation de la Pitié le 28 octobre 1898 : elle est atteinte d'un ulcère de la jambe droite, compliqué de lymphangite : on peut craindre le développement d'un phlegmon de la jambe. Elle avoue qu'un pharmacien de sa région lui a appliqué pendant trois jours de suite un pansement composé d'un morceau de papier brouillard imbibé d'huile !

OBSERVATION II

Le 30 décembre, madame H... n° 1, rue St.-P, 22, est vue à la consultation de la Pitié : elle est atteinte d'une affection de l'index gauche ; un pharmacien de la rue Ch... la soigne depuis huit

jours et lui a fait appliquer trois fois des cataplasmes : on a affaire à une botriomycose de l'articulation métacarpo-phalangienne.

OBSERVATION III

Le même jour, un homme de 35 ans, raffineur, est admis à l'hôpital pour un phlegmon de la jambe droite provenant d'un ulcère de jambe soigné par des cataplasmes pendant huit jours par un pharmacien du B. de la G...

OBSERVATION IV

M. Ch... 35 ans, 2 rue de P..., reçoit un coup de pied qui détermine une petite plaie de jambe : il se rend chez un pharmacien qui lui fait *largà manù* une application d'iodoforme et l'engage à retourner le voir. Nouvelle visite le 31 décembre 1898, nouvelle application d'iodoforme : coût 3 francs. A la consultation, le 1^{er} janvier 1899, on constate lymphangite et érythème iodoforme très étendue.

OBSERVATION V

M. Paul C..., 41, rue C..., va consulter un pharmacien pour une grosseur qu'il a dans l'aîne droite. Le pharmacien l'examine, et lui vend (2 francs) une pommade pour faire fondre la tumeur, et l'engage à revenir si au bout de deux jours, elle n'a pas produit d'effet. Le surlendemain, seconde visite, nouvelle pommade (2 fr. 50) même recommandation. Deux jours se passent sans amener de résultat, le naïf malade retourne pour la troisième fois chez le pharmacien qui lui vend une *troisième* pommade (3 fr.) qui celle-là doit infailliblement agir au bout de trois jours ; le malade non soulagé, mais exaspéré, et comprenant qu'il a été... joué, vient consulter à la Pitié, et on diagnostique une hernie inguinale droite (11 janvier 1899).

OBSERVATION VI

Le 17 janvier 1899, se présente à la Pitié M^{me} Alphonsine R..., rue du C..., des R..., 6 ; elle est atteinte de panaris pro-

fond de l'annulaire droit avec nécrose de la phalange. Interrogée, elle ne fait aucune difficulté de raconter que depuis le début de son mal, c'est-à-dire un mois environ, elle est soignée par un pharmacien de la rue T... C'est lui, qui au bout de ce temps, jugeant son état grave, lui a consulté de se rendre à l'hôpital.

OBSERVATION VII

Un pharmacien de la rue M... soigne, sans amener d'amélioration, une enfant de 13 ans Emilie A..., 7, rue du P. L. P. : 1 la masse avec une mixture dont il fait prendre trois bouteilles à 0 fr. 60 chaque) : cette jeune fille est atteinte d'entorse péronéo-tibiale antérieure (21 janvier 1899).

OBSERVATION VIII

Le 25 janvier 1899, arrive à la consultation de la Pitié M. P... I, 73, rue du C... L..., il est atteint de panaris profond de la face palmaire de l'auriculaire gauche. La phalange est nécrosée. Interrogé le malade déclare qu'il est soigné depuis qu'il souffre par un pharmacien de la rue D..., qui lui a fait payer un fr. pour la consultation, en sus des médicaments fournis.

OBSERVATION IX.

Le même pharmacien consulté par M^{lle} Joséphine P..., 8, rue St-E., pour un ulcère de la jambe gauche, lui prescrit une pommade jaune (à l'iodure de plomb probablement), coût un fr. plus un fr. pour la consultation. La malade vue le 14 mars 1899, présente une jambe énorme, rouge, tuméfiée, luisante, chaude, douloureuse: l'ulcère a très mauvais aspect.

OBSERVATION X.

Un pharmacien d'un quai, *incise* un furoncle de la nuque qu'il soigne depuis quatre jours déjà par des cataplasmes. (Malade vu le 15 mars 1899).

OBSERVATION XI.

Le 18 mars 1899, M. B..., 5, rue S..., vient consulter à la Pitié pour un panaris osseux du pouce droit. M. Thiéry, juge l'état si grave, qu'il n'hésite pas à *proposer l'amputation*. Le malade, interrogé, raconte qu'il s'est confié à un pharmacien du Boulevard S...-M... qui l'a fait revenir chez lui pendant six jours de suite; a incisé le panaris et l'a pansé avec l'onguent de la Mère, coût un franc pour chaque pansement, plus un franc pour l'incision.

OBSERVATION XII.

Madame B..., 38, rue de C..., atteinte de panaris sous-épidermique du pouce droit, consulte un pharmacien du boulevard G..., qui lui fait une *incision* (coût un franc), 20 mars 1899.

OBSERVATION XIII.

Le 28 mars 1899, est amené à la Pitié un enfant de 18 mois, brûlé gravement aux avants-bras et aux mains par de l'eau bouillante. Bien entendu, il est transporté aussitôt après l'accident chez un pharmacien qui l'inonde de liniment oléo-calcaire. Le lendemain, à l'hôpital, pansement soigné à l'acide picrique. Dans la journée, l'enfant ayant un peu crié, la mère le porte de nouveau chez le pharmacien, ce dernier déclare que le pansement a été mal fait, l'enlève, et réapplique du liniment oléo-calcaire. Le surlendemain, l'enfant est rapporté à l'hôpital avec un très mauvais état général et une abondante suppuration de ses brûlures.

OBSERVATION XIV.

24 avril 1899, est admis à l'hôpital pour phlegmon de la jambe gauche, un homme qui contusionné quelques jours auparavant, s'est confié à un pharmacien de la rue C..., ce dernier pendant quatre jours de suite lui a fait des pansements à raison de 1 fr. 50 l'un.

OBSERVATION XV

Madame G..., 23, rue G.S.H. se brûle au genou droit, va trouver un pharmacien du quartier qui la fait revenir chez lui 3 jours de suite, à la consultation, le 26 avril 1899, on constate un très mauvais aspect de la brûlure, qui s'est beaucoup étendue dit la malade.

OBSERVATION XVI

Le 1^{er} mai 1899, Madame M..., se présente à la consultation avec un gros abcès de l'aisselle ; comme elle présente certaines cicatrices bizarres on lui demande ce qu'elle a fait, et elle raconte qu'au début de son mal, elle l'avait montré à un pharmacien qui lui avait déclaré que « ça n'était pas la peine d'aller voir un médecin et qu'il suffisait d'appliquer deux mouches de Milan ! »

OBSERVATION XVII

Le 19 mai 189... dans la ville de B..., (Hérault) une dame G..., épouse R..., fait une chute de voiture en face la pharmacie Ch..., dont le titulaire s'empresse autour de la blessée, lui prodiguant des soins de toute espèce, nourriture, logement, et surtout remèdes. Aucun médecin n'est appelé. Le lendemain 20 mai, le docteur Léon V..., ancien interne des hôpitaux, se trouvant à B..., de passage, et y ayant rencontré Monsieur R..., son compatriote, est invité par ce dernier, à visiter sa blessée. Voici, consigné dans un certificat, le résultat des constatations faites par ce médecin des plus autorisés. « Le soussigné, appelé à voir la blessée qui se trouvait soignée au domicile du sieur Ch..., pharmacien, constatait chez cette dame une ecchymose de l'œil droit avec une petite déchirure de la paupière supérieure : cette blessure n'avait aucune gravité réelle : je prescrivis des lotions antiseptiques (à l'eau boriquée et des fomentations calmantes)... — l'état de la maladie en un mot ne me

paraît pas assez grave, ni pour nécessiter une nouvelle visite de ma part, ni pour lui dicter le conseil d'appeler sur les lieux un confrère.

Malgré cet avis d'une personnalité à coup sûr compétente, le pharmacien persuada à sa malade qu'elle ne pouvait quitter sans imprudence son domicile, et la garda sept fois vingt-quatre heures chez lui. Quelque temps après, il réclama une somme de 200 francs à titre d'honoraires, dont 150 francs pour soins médico-pharmaceutiques(*sic*) et 50 francs pour frais d'hôtellerie. Il y eut contestation de la part des intéressés et devant le juge de paix, le pharmacien insiste vivement sur le rôle qu'il s'est attribué comme médecin, (*sic*) pendant les sept jours de traitement continu (général et spécial). Il cherche à bien établir que c'est au double titre de médecin et de pharmacien (à noter qu'il n'a que ce dernier diplôme) qu'il a acquis droit à ces honoraires. Il affirme qu'il a introduit dans des cataplasmes de sa composition des matières dont seul il connaît le prix attendu, dit-il, que c'étaient des remèdes secrets sur la valeur desquels aucun médecin ne saurait se prononcer. »

Le juge de paix se contente de déférer au demandeur le serment supplétoire de l'article 1367 du Code civil. Le pharmacien affirme que sa demande est conforme à la vérité. Jugement conforme à la demande (4 février 1896). Sur appel, le tribunal d'arrondissement de Béziers, confirme le jugement du premier ressort. (*Médecine moderne*, n° 53, juillet 1897).

OBSERVATION XVIII

Le 5 mai 1899, un enfant de 5 ans, Georges V..., 10, rue des B... est amené à la consultation de la Pitié pour une affection inflammatoire du bras droit. Ses parents racontent qu'un mois auparavant, il a reçu un coup violent dans un endroit qui correspond au 1/3 moyen de la région antero-externe du bras. A la suite de ce coup, il y eut une petite plaie qu'un pharmacien de la rue L..., chez lequel on avait transporté l'enfant, examina et pensa en recommandant aux parents de lui ramener le petit

blessé. Trois visites furent ainsi faites, au cours desquelles chaque fois le pharmacien fit un pansement. La quatrième semaine, les parents, jugeant que loin de s'améliorer, l'état du petit malade ne faisait qu'empirer, l'amènèrent à la Pitié, où l'on constata une ostéite tuberculeuse, et la nécessité d'une prompt intervention.

OBSERVATION XIX

Le 6 mai 1899, un enfant de deux ans, est amené par ses parents, il est atteint d'abcès de la paupière supérieure gauche, avec lymphangite et tuméfaction énorme de la région orbitaire. Il est soigné depuis huit jours par un pharmacien du boulevard St-M..., qui a prescrit des fumigations de fleurs de sureau.

OBSERVATION XX

H...L..., 27, rue M..., reçoit sur la tête un coup qui lui entame le cuir chevelu. Transporté chez un pharmacien de la place d'I.... ce dernier lui appliqua un pansement, après l'avoir lotionné avec un « produit spécial » (coût 1 fr. 25) et lui déclare « qu'il est inutile d'aller chez un médecin, qu'il se charge de la guérison ». Le blessé retourne quatre fois chez ledit pharmacien qui lui applique chaque fois sa lotion « spéciale » (coût 1 fr. 25 chaque fois) et finalement se sentant pris de malaises, céphalalgie, fièvre, vomissements, vient à la consultation de la Pitié, le 13 mai 1899. Les bords de la plaie sont tuméfiés, rouges, saignants; il y a du pus en abondance: menaces d'érysipèle.

OBSERVATION XXI

Le 15 mai 1899, M. Henri D..., 45, rue C..., vient montrer un gros furoncle de la nuque, pour lequel il a demandé, sans résultat, les conseils d'un pharmacien de la rue de P..., ce dernier l'a empêché d'aller trouver un médecin, l'assurant qu'une promenade suffirait à dissiper le mal.

Le malade nous présente un petit pot d'onguent napolitain, qu'il affirme avoir payé 3 francs !

OBSERVATION XXII

Le 22 mai 1899, un homme atteint de plaie de l'arcade sourcilière droite avec œdème de la paupière, lymphangite et érythème médicamenteux considérable, déclare qu'il a été pansé trois fois par un pharmacien de la rue L..., qui lui a vendu de l'arnica, de l'alcool camphré, de l'eau blanche et du sublimé, coût 7 francs, plus 1 franc pour la consultation.

OBSERVATION XXIII

M. Ch. V... se présente à la consultation le 1^{er} juillet 1899, avec un érythème iodoformé considérable du bras droit : il est atteint d'eczéma humide sur lequel un pharmacien de la place M... a fait à deux reprises une application de poudre d'iodoforme.

OBSERVATION XXIV

Un homme de peine, Pierre P... est vu le 4 juillet 1899, il est atteint de phlegmon de la main droite avec lymphangite de l'A.B. Le point de départ de cette grave affection est dans un durillon forcé qui a été *incisé* deux fois et pansé trois fois par un pharmacien de la rue des H...

OBSERVATION XXV

Un pharmacien de la rue M... conseille et délivre sans ordonnance du laudanum à M. Mo... âgé de 24 ans, camionneur pour faire des badigeonnages sur l'avant-bras droit de ce jeune homme, celui-ci, ne trouvant aucun soulagement, vient consulter à la Pitié, et il est reconnu atteint de synovite fongueuse des gaines des fléchisseurs de l'avant-bras droit (entré à l'hôpital le 8 juillet 1899).

OBSERVATION XXVI

Même date, lymphangite de la main gauche, provenant d'un

furoncle de l'index sur lequel un pharmacien de la rue N... a appliqué trois fois des cataplasmes.

OBSERVATION XXVII

M. M... 27 ans, se présente à la Pitié où il est reconnu atteint d'arthrite tuberculeuse du poignet droit. Comme on lui demande s'il n'a jamais été soigné, il raconte qu'il est allé consulter, il y a environ trois semaines, un pharmacien de la rue M... qui lui a dit qu'il était atteint de rhumatisme et lui a prescrit du salicylate de soude en l'engageant à revenir le voir. M... a fait ainsi trois visites, le pharmacien lui a fait prendre à chaque fois la même potion au salicylate de soude, en ajoutant à la dernière visite qu'il commençait à se manifester un peu de mieux. Le malade, persuadé du contraire, dit qu'il a bien vu à la fin que le pharmacien n'y connaissait rien et regrette fort de s'être adressé à lui (11 juillet 1899).

OBSERVATION XXVIII

Le même jour, est vu M. Ch. V... atteint de furoncle anthracoides du cinquième métatarsien gauche. Il est arrêté depuis trois semaines, et soigné depuis ce temps sans résultat par un pharmacien de la rue L...

OBSERVATION XXIX

Le 14 juillet 1892, Madame H... se fait avec de l'eau bouillante une brûlure étendue et profonde de la jambe gauche, consulte un pharmacien du Bd St-G... qui lui vend un flacon de liniment oléo-calcaire et l'engage à retourner le soir ; seconde visite le 17 juillet. Même prescription. Le 20, madame H... constatant que son état ne s'améliore pas, vient consulter à la Pitié, on constate une plaie suppurante de très mauvais aspect, grande comme la paume de la main.

OBSERVATION XXX

Le 21 juillet 1899, M. Ad. R... se présente à la Pitié avec une

brûlure au deuxième degré de la main et de l'avant-bras droits. Il raconte que quelques jours auparavant, il s'est fait en tombant de multiples contusions, et a été transporté chez un pharmacien de la rue M... qui lui fit un pansement à l'eau phéniquée. Dans la nuit, le blessé souffrit atrocement, ressentant, dit-il, comme une brûlure et comme une bête qui le rongait. Le lendemain à la première heure, il court chez le pharmacien, qui, après avoir défait le pansement, fait une application de liniment oléo-calcaire et l'engage à se présenter sans retard à la consultation de l'hôpital.

OBSERVATION XXXI

Le 23 novembre 1899, madame Joséphine L... est reconnue atteinte de panaris profond du pouce droit, et déclare qu'un pharmacien de la rue M... lui a fait deux incisions. (1 franc à chaque fois, en sus des médicaments).

OBSERVATION XXXII

M. V... âgé de 19 ans, se plaignant de souffrir de la verge, consulte un pharmacien de la rue M... qui l'examine, le déclare atteint de chancres mous, et lui vend de l'eau blanche pour bains locaux, en l'engageant à revenir le voir. Deuxième visite, coût des deux visites et des médicaments : 6 francs. Le 11 décembre 1899, le jeune homme inquiet de ne pas être soulagé, vient consulter à la Pitié où on diagnostique un phimosis avec légère inflammation.

OBSERVATION XXXIII

M. A, 45 ans, souffrant d'un furoncle de la nuque consulte un pharmacien de la rue de L., ce dernier lui fait une incision, et, affirme le malade, applique ensuite une compresse imbibée « d'eau de savon » (?) Actuellement 19 décembre 1899, le furoncle s'est transformé en un gros anthrax de la nuque.

OBSERVATION XXXIV

Madame F... V.S. S. vient consulter à la Pitié pour une ostéopériostite du maxillaire inférieur, d'origine dentaire, elle est soignée par un médecin de sa région le docteur Ch... Mais, ayant eu l'occasion de parler au pharmacien, ce dernier lui a déclaré qu'elle avait grand tort de recourir aux soins du docteur Ch..., qu'il n'était pas un bon médecin, qu'il ne connaissait rien aux affections de la bouche, et qu'elle ferait mieux d'aller consulter à Paris. (27 décembre 1899.)

OBSERVATION XXXV

Au mois de Mai 1899..., une femme est amenée à l'hôpital Saint-Joseph dans le service du docteur Le Bec, avec une déchirure totale du périnée. Elle est accouchée de la veille, et a subi deux applications de forceps de la part d'un pharmacien du voisinage, contre lequel M. Le Bec demande qu'une plainte soit déposée.

OBSERVATION XXXVI

Nous tenons d'un médecin d'une ville d'eaux, très digne de foi, le fait suivant : étant entré un jour dans une officine dont il connaissait très bien le titulaire, il vit ce dernier, à genou devant une femme debout, les jambes légèrement écartées, mais dissimulée en partie par un bureau-caisse ; à la vue du docteur, le pharmacien très embarrassé, se releva précipitamment, sans lui tendre la main, comme il en avait l'habitude, s'excusant sur ce qu'il avait les doigts enduits de vaseline : nul doute qu'il venait de pratiquer le toucher vaginal.

OBSERVATION XXXVII

Le 28 mars 1898, un jugement du tribunal correctionnel du Havre condamnait sévèrement pour exercice illégal de la

médecine, un pharmacien H. et son élève J... : des débats et des aveux des prévenus eux-mêmes résultait que ceux-ci soignaient habituellement les gens qui se confiaient à eux : une veuve G., notamment, reçut pendant deux ans, des visites du pharmacien H... qui, quand il était empêché, déléguaient auprès d'elle, son élève J... : c'est de cette façon, que ce dernier se rendit à plusieurs reprises au domicile de la demoiselle D.... et lui remit des remèdes qu'il disait appropriés. Un sieur V..., attiré par des annonces placardées à profusion dans la ville, vint aussi consulter le pharmacien X..., qui lui vendit quantité de produits spéciaux après l'avoir examiné.

OBSERVATION XXXVIII

Le docteur Duchesne, ancien interne des hôpitaux, nous autorise à raconter le fait suivant « Je reçus un jour, nous dit-il la visite de M. X..., qui m'était envoyé par son ami le docteur L..., Bd. M..., pour qu'il me racontât son histoire ou plutôt celle de sa femme ; cette dernière, étant un jour entrée faire une commission dans une pharmacie du B. M, le pharmacien remarqua qu'elle avait le doigt enveloppé, la pria de le lui montrer, l'examina, et déclara d'un ton effrayé que c'était très grave qu'il n'y avait pas un moment à perdre, puis saisissant dans un tiroir un bistouri, pratiqua une incision. Il vendit ensuite à M^{me} X..., diverses pommades et liquides, entr'autres de l'eau phéniquée, lui recommandant de s'en servir pour bains locaux et l'engageant à revenir le voir.

Effrayée, M^{me} X..., suivit à la lettre les recommandations du pharmacien et lui fit une seconde visite au cours de laquelle, elle lui dit qu'elle ne sentait pas de mieux. « C'est qu'une seconde incision est nécessaire, dit l'homme » qui effectivement l'exécuta et fit ensuite un pansement phéniqué. Dans la nuit, M^{me} X..., souffrait tellement que son mari fit appeler le docteur L..., qui constata une gangrène phéniquée du doigt, jugea la désarticulation indispensable, et conseilla au mari de porter plainte contre le malhonnête pharmacien ; ce qu'il fit. A notre

qu'une plainte pour un fait analogue avait été portée contre le même individu par le docteur L..., quelque temps auparavant.

Mais c'est ici que l'histoire se corse : à quelques jours de là, le docteur L..., sortant de son domicile, est abordé par le dit pharmacien, qui, fort aimablement, le prie d'entrer chez lui, ayant à lui parler. Le docteur sans méfiance se rend à l'invitation, mais à peine a-t-il pénétré dans le cabinet : « Vous avez porté deux plaintes contre moi, s'écrie l'apothicaire, vous allez me le payer, » et il tombe à bras raccourcis sur le médecin. Ce dernier tire de sa canne une courte épée, obtient par sa ferme attitude que le forcené lui ouvre la porte qu'il avait fermée, et se rend chez le commissaire de police pour lui rendre compte du guet-apens dans lequel il était tombé. Son récit était à peine terminé, que le pharmacien arrive à son tour, et se plaint au commissaire d'avoir été traîtreusement attaqué par un individu inconnu de lui et qu'on lui avait dit être le docteur L.... Fort embarrassé pour savoir qui des deux disait la vérité, le commissaire paraissait perplexe, mais le docteur L... « Monsieur le commissaire, dit-il, je vais de suite vous prouver que je n'ai pas menti ; promettez ajouta-t-il en s'adressant au pharmacien, promettez de dire la vérité, et je retire ma plainte. » Le pharmacien avoua tout sans hésiter, et l'affaire du guet-apens en resta là. Il en fut de même d'ailleurs, pour les deux plaintes concernant l'exercice illégal de la médecine ; la justice une fois de plus, fut boîteuse. »

OBSERVATION XXXIX

Madame X..., en donnant à sa fillette les soins de propreté qu'elle prenait journellement, remarque un écoulement suspect qui l'incite à penser qu'il y a eu sur son enfant attouchement et manœuvres ignobles de la part de quelqu'un.

Elle porte l'enfant chez un pharmacien qui l'examine et déclare qu'il y a eu viol. Plainte est déposée : un médecin

légiste est commis, qui, après examen, ne reconnaît aucune trace de violences : la vulve et la membrane hymen sont intactes.

L'enfant est portée à l'hôpital où l'on constate un simple prolapsus de la muqueuse uréthrale (*Méd. moderne*, avril 1897).

OBSERVATION LX

Le docteur M..., un de nos amis, nous communique le fait suivant qu'il eut récemment l'occasion d'observer.

Un jeune homme entre un jour dans une pharmacie d'une rue proche des Boulevards pour faire l'achat d'un suspensoir. Le pharmacien l'invite à entrer dans son cabinet, lui dit qu'il devine parfaitement de quelle affection il est atteint, et propose un examen qui est accepté. Après s'être enquis par quelques questions habilement posées, de la situation sociale du jeune homme, il se fait fort de le guérir rapidement grâce à certaine poudre spéciale et à certains liquides dont il fournit bon gré malgré une provision dont le coût s'élève à 49 francs. « Votre cas est sérieux dit-il au client, je vous engage à revenir me voir, car il faut que vous soyez suivi de près. » Au bout de deux à trois jours, M. X..., retourne chez le pharmacien qui procède à un nouvel examen. « Vous n'avez pas suivi mes prescriptions régulièrement, dit-il car votre affaire s'est compliquée ; je vois là des petits chancres qu'il faut absolument brûler. » Le patient qui avait conscience de ne rien avoir de ce que prétendait voir le pharmacien, se méfia, et prétexta pour échapper à la cautérisation qu'il était pressé, promettant d'ailleurs de revenir le lendemain. « Je n'y serai pas, s'écria alors l'apothicaire ; mais M. A..., mon élève que voilà, se chargera de la petite opération. En attendant et pour vous préparer, il est indispensable que vous preniez encore tel et tel produits spéciaux de la maison. » Il y en avait pour 9 francs. M. X..., les refusa, et ne remit jamais les pieds dans l'officine ; il eut recours aux soins du médecin.

CHAPITRE III

Il serait puéril de nier que les tribunaux ne se montrent parfois sévères pour le corps médical, et il serait facile de rapporter telle affaire retentissante où des médecins furent durement condamnés.

Par contre, dans la répression des délits d'exercice illégal de la médecine, les juges font quelquefois preuve d'une indulgence assez inexplicable : dans son audience du 21 septembre 1894, le tribunal correctionnel de Grenoble eut à connaître de nombreux faits d'exercice illégal relevés à la charge d'un sieur P..., ancien étudiant en médecine, qui ayant abandonné ses études pour cause de santé, ne s'en livrait pas moins à l'art médical.

Les faits étaient patents, avoués par l'inculpé, reconnus d'ailleurs par le tribunal qui « déclare le sieur P... atteint et convaincu d'avoir à V... B..., en 1894, exercé illégalement la médecine », et lui inflige la peine dérisoire de 5 francs d'amende !

C'était l'inviter à continuer, P..., n'y manqua pas et put pendant trois ans reprendre le cours de ses opérations, tant et si bien que le 12 mai 1897, il comparaisait de nouveau devant le même tribunal sous la même inculpation. « Attendu, dit le jugement, que le prévenu a été déjà condamné pour le même motif; le condamne à 25 frans d'amende! »

À ce prix-là, inutile de se gêner; c'est ce que fit P..., qui reparut pour la troisième fois le 27 octobre 1897, devant les juges de Grenoble. Cette fois, pensera-t-on ils se montrèrent sévères pour cet incorrigible récidiviste, « attendu que le prévenu a déjà été comdamné le 27 septembre 1894, et le 12 mai 1897 pour des faits de même nature, ...que toutefois il convient de le faire bénéficier de l'art. 463 du Code pénal, le déclare atteint et convaincu d'exercice illégal, et en réparation le condamne à... 25 francs d'amende! »

À l'audience du tribunal correctionnel des Sables, (Vendée), le 10 novembre 1897, comparaisait la nommée J..., sage-femme, âgée de 44 ans, inculpée d'exercice illégal de la médecine. 15 témoins avaient été assignés : ils sont tous venus raconter à l'audience comment ils ont été soignés par la prévenue, eux et leur famille. La veuve R..., cultivatrice, a appelé plusieurs fois la sage-femme pour soigner son fils d'une hernie étranglée.

L'inculpée ne reconnut pas la gravité du mal dont était

atteint l'enfant R..., après lui avoir appliqué un simple bandage, elle lui dit, « tu peux aller faucher, maintenant, Pierre », Mais l'état du malheureux empira rapidement, et au bout de trois jours, il mourait au milieu d'atroces souffrances. M. 29 ans, et R..., son épouse, ont eu recours à la dame A..., pour leur fils âgé de 7 mois. Elle leur prescrit d'appliquer un cataplasme sur la figure de l'enfant qu'on trouva mort le lendemain dans son berceau. « Si j'avais su qu'il était si malade, dit le père, j'aurais appelé le médecin. »

Le Procureur de la République prononce un sévère réquisitoire contre cette sage-femme : les juges rapportent un verdict *d'acquittement* !

Le syndicat médical du Sud-Est poursuivait un curé sous l'inculpation d'exercice illégal de la médecine, et produisait comme témoins, deux personnes qui, sans être atteintes d'aucune maladie, s'étaient présentées chez le prévenu pour lui demander une consultation. Il les reçut chez lui, les interrogea, ausculta chacun d'eux et leur remit une ordonnance. Il fut *acquitté*, attendu, dit le jugement, que s'il est constant que l'abbé A... a reçu chez lui, les témoins, les a auscultés, et leur a remis une ordonnance, il n'a cependant commis aucun délit, attendu qu'un des éléments du délit, la maladie, faisait défaut !

Enfin les jugements rendus sont parfois d'une incohérence, telle qu'il est de toute nécessité que la jurisprudence soit nettement, fixée par la cour de Cassation et

qu'une loi nouvelle soit votée, s'il était démontré que l'art. 16 de la loi de 1892 a été mal rédigé.

Le 18 mai 1894, la veuve Blin comparaisait devant le tribunal de première instance du Mans et était condamnée pour des faits d'exercice illégal de la médecine, tombant sous l'application de la loi de ventôse an XI. Appel est fait de ce jugement, et la veuve Blin est acquittée par la cour d'appel d'Angers par des considérants que nous tenons à reproduire. « Considérant que de l'examen du dossier, il résulte que l'inculpée s'est bornée uniquement, vis-à-vis des personnes qui sollicitaient ses soins, à pratiquer sur elles par-dessus leurs vêtements, des passes magnétiques, à appliquer sur le bras du sieur H... un barreau magnétisé et à conseiller à la plupart comme boisson, de l'eau aimantée ; Considérant que si sous l'empire de la loi de ventôse an XI, qui ne définissait pas l'exercice de la médecine, ces faits pouvaient être réprimés, il n'en saurait être de même, depuis la loi 30 novembre 1892, qui avait défini, quoiqu'en termes assez vagues, l'exercice de la médecine.

Considérant que, en conséquence, la veuve Blin en se livrant sur diverses personnes aux pratiques magnétiques ci-dessus relatées et en conseillant l'absorption d'eau aimantée, ne saurait être considérée comme ayant exercé un traitement ou prescrit des médicaments de nature à entraîner contre elle les peines édictées par loi de novembre 1892.

Ce qui devait arriver, arriva : le ressort de la Cour d'appel d'Angers devint la terre promise de tous les industriels du fluide : ils s'installèrent ouvertement, mirent à leur porte plaques et enseignes ruisselantes de titres et distribuèrent à profusion des prospectus dans le genre de celui-ci :

ECOLE PRATIQUE DE MAGNÉTISME ET DE MASSAGE
DE PARIS

Reconnue d'utilité publique par décision du 26 mars 1895

Les certificats délivrés par les masseurs diplômés de cette école, font foi en justice au même titre que ceux de MM. les docteurs en médecine.

X.....X

Masseur diplômé (2^e prix) rue X.... Le Mans.

Traite sans médicaments ni opérations — 15 ans de succès !

Le syndicat des médecins de Maine-et-Loire poursuivait quelques-uns de ces effrontés charlatans. Condamnés en première instance, ils furent acquittés par la cour d'appel d'Angers qui ne voulut pas se déjuger et maintint les termes de ses premiers considérants.

Or, la cour d'appel de Paris, après celle de Lille (aff. Laigneaux) en date du 15 mars 1899 a déclaré bien fondé

le jugement rendu par la 10^e chambre correctionnelle de Paris qui condamna le 5 janvier 1899, les sieurs Ch..., et B..., inculpés magnétiseurs d'exercice illégal de la médecine. Ses considérants sont en flagrante opposition avec ceux de la cour d'appel d'Angers.

« Considérant que, exerce illégalement la médecine et tombe comme tel sous le coup de la loi, l'individu qui, non muni d'un diplôme régulier de docteur en médecine soigne habituellement toutes les maladies, alors même que le traitement n'en consiste pas à administrer des médicaments...

Que le sens du mot traitement employé par la loi est général et s'entend de tout acte ou conseil tendant à la guérison ou à l'atténuation d'un état de malaise ou de maladie, et en ce sens, ne saurait-êtré arbitrairement restreint à la prescription des médicaments ou à la pratique d'opérations chirurgicales proprement dites.

Commet donc le délit d'exercice illégal, l'individu qui non muni d'un diplôme régulier de docteur en médecine, traite les maladies au moyen de passes magnétiques, alors même que dans ce traitement appliqué n'entre la prescription d'aucun médicament ».

Nous estimons quant à nous, que cette dernière jurisprudence, qui d'ailleurs était celle de l'ancienne législation (Cour de Cassation, 1884, affaire du zouave Jacob) doit-êtré approuvée, car il n'est pas douteux que la restriction des sanctions pénales à ceux qui ordonnent des médicaments ou pratiquent des opérations chirur-

gicales, ne serait pas sans présenter de graves inconvénients pour l'intérêt public : en effet, la simple application d'un traitement magnétique, faite mal à propos à quelqu'un souffrant d'une maladie nerveuse peut avoir sur la santé de ce malade une influence considérable, et il est bon que l'application d'un tel traitement reste soumise au contrôle d'un homme qualifié pour en apprécier l'inopportunité. C'est d'ailleurs ce que précise bien dans son rapport au Sénat, le professeur Cornil qui montre « que l'intervention du législateur, en n'énumérant pas les actes consécutifs de l'exercice illégal, n'a pas été de laisser hors des atteintes de la loi, tel ou tel acte particulier et de porter atteinte aux dispositions des législations précédentes, mais de permettre aux tribunaux d'exercer librement leur pouvoir d'appréciation. »

Nous avons vu d'ailleurs que dans bien des cas, ils en usent largement, et il est bien peu d'affaires d'exercice illégal de la médecine ou ne soient admises des circonstances atténuantes : nous ne prétendons pas dire que quelquefois les prévenus n'y aient droit, mais il est bien certain que cette indulgence des tribunaux, est, d'une part, un encouragement pour la récidive, et d'autre part, pour les médecins, un obstacle à la demande de répression d'exercice illégal.

Sans compter qu'il est parfois bien difficile de mettre la justice en mouvement : nous n'avons pas à en rechercher les raisons, mais toujours-est-il que le médecin préfère souvent laisser les choses suivre leur cours.

Aussi, la plupart des médecins de France se sont-ils partout constitués en syndicats régionaux ou départementaux, comme les y autorise l'article 16 de la loi du 30 novembre 1892, pour la défense de leurs intérêts, et, à parcourir la collection du Bulletin officiel des syndicats médicaux de France on éprouve je ne sais quelle légitime fierté et quelle attendrissante sensation, en constatant combien est solide le lien de fraternelle solidarité et d'estime réciproque, qui d'un bout à l'autre du pays, réunit les membres de la famille médicale.

La répression de l'exercice illégal de la médecine doit-être, et est en effet l'une de leurs principales préoccupations ; sans doute ils sont bien obligés de recourir aux mesures judiciaires, mais il est à remarquer que partout où cela est possible, les syndicats médicaux, faisant preuve d'une modération et d'une courtoisie parfaites, font appel à la conciliation et à l'équité de leurs adversaires.

Nous voudrions voir se généraliser par toute la France l'exemple donné par le Syndicat des Médecins de la Haute-Vienne qui, dans sa séance d'octobre 1899, décida d'adresser directement aux sage-femmes et aux pharmaciens de leur région une circulaire, où tout en rappelant la considération qu'ils ont pour ceux qui restent limités dans leur profession, ils se déclarent résolus à sévir contre tous les empiétements sur le domaine médical. Cet exemple a déjà été suivi par la Société médicale du VI^e arrondissement (Paris) qui dans sa

séance du 26 mars 1900, a adopté la même résolution et chargé son distingué président le Dr Genesteix, qui a bien voulu nous autoriser à les reproduire, de rédiger les lettres suivantes :

La Société Médicale du VI^e arrondissement à Mmes les sages-femmes de l'arrondissement.

Paris, le 10 avril 1900.

MADAME,

La Société Médicale du VI^e arrondissement, ayant acquis la preuve qu'un certain nombre de sages femmes se livrent à l'exercice illégal de la médecine, croit nécessaire de leur rappeler qu'elles doivent en conscience, se maintenir dans les limites que leur a tracées la loi. La Société espère que ce simple avertissement suffira pour faire cesser les abus, mais elle est bien décidée à poursuivre devant les tribunaux tous les cas d'exercice illégal qui lui seront signalés. Comme parmi les sages-femmes dont il est question quelques-unes peuvent être de bonne foi, la Société Médicale du VI^e arrondissement croit bon de leur rappeler les articles de la loi de 1892 qui les concernent :..... Il ressort clairement de ces articles que les sages-femmes doivent se borner à donner des soins aux femmes en couches, mais qu'il leur est interdit de soigner les maladies de suite de couches et les maladies des enfants, à plus forte raison leur est-il interdit de soigner les maladies des femmes en dehors de l'état de gestation.

Paris, 10 avril 1900.

MONSIEUR,

La Société Médicale du VI^e arrondissement dont tous les membres auraient le désir d'entretenir les rapports les plus cor-

rects avec les pharmaciens de l'arrondissement, a le pénible devoir d'attirer votre attention sur les agissements de certains de vos confrères qui paraissent plus soucieux de leurs intérêts que de leurs droits et devoirs professionnels.

1) Exercice illégal. Depuis quelque temps certains pharmaciens ont pris l'habitude de donner couramment des consultations dans leur officine, parfois même au domicile du malade, et de débiter au hasard de leur inspiration, des produits actifs, qui, portant, souvent à faux, peuvent avoir les effets les plus nuisibles. Plusieurs même, qui ont été signalés par les clients repentants, auscultent, passent au spéculum. De tels agissements font courir à un public trop confiant un danger certain. En même temps, un pharmacien qui opère ainsi cause un préjudice au médecin, lui faisant une concurrence déloyale et portant atteinte à l'autorité que lui confère son diplôme,

2) Substitution de produits similaires ou soi-disant tels à des remèdes prescrits par le médecin.

3) Critiques, appréciations, commentaires au sujet d'une ordonnance.

4) Délivrance au client, sans ordonnance médicale, sur sa simple demande, de remèdes pour lesquels la loi exige l'intervention du médecin.

Tels sont les sujets que la Société Médicale du VI^e arrondissement soumet aux méditations de MM. les pharmaciens. Tous assurément ne sont pas en cause, mais la Société Médicale en envoyant une circulaire à tous, a voulu ne blesser personne. Elle espère que ceux qui se sont laissé entraîner à des agissements fâcheux voudront bien, en revenant à la correction légale lui éviter l'ennui d'interventions judiciaires qu'elle est décidée, d'une façon absolue, à provoquer dans l'intérêt de la santé publique et de la situation du corps médical. Tous les membres de la Société Médicale du VI^e arrondissement ont pris l'engagement formel de signaler les faits défectueux qui parviendraient à leur connaissance.

Il serait peut-être imprudent de se faire illusion sur les résultats que pourront amener ces avertissements ; néanmoins, il est permis d'espérer qu'en l'absence de l'appui de la justice, ce procédé courtois sera cependant efficace, et réussira à faire rentrer en eux-mêmes tous les gens sans vergogne qui ne cherchent dans leurs prétendues connaissances médicales, que l'exploitation de ceux qui souffrent, et dont ils sont, en réalité, les plus dangereux ennemis.

CONCLUSIONS

De l'étude que nous venons de faire, et des faits que nous avons rapportés, nous paraissent ressortir les conclusions suivantes :

1) Une des raisons de la crise médicale actuelle réside dans l'abus de l'exercice illégal de la médecine pratiqué d'une manière courante par quantité de gens, soit étrangers complètement à l'art (rebouteurs, empiriques, magnétiseurs, ecclésiastiques, religieuses), soit initiés seulement à l'une quelconque des branches de l'art médical (herboristes, sages-femmes, pharmaciens).

2) Cet état de choses est préjudiciable, non-seulement aux médecins, mais aussi aux malades dont, dans un très grand nombre de cas, la situation s'aggrave à la suite de traitements inintelligents et intempestifs.

3) Il y a lieu pour les sociétés médicales d'intérêts professionnels de rappeler les contrevenants au respect de la loi, et de souhaiter de la part des tribunaux l'application stricte et sévère aux délinquants des pénalités prévues par la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine en France.

Vu : LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

Vu : LE DOYEN,

E. BRISSAUD.

BROUARDEL.

Vu et permis d'imprimer :

LE VICE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,

GREARD.



BUZANÇAIS (INDRE), IMPRIMERIE DEVERDUN.
